

La Révolte

N°84
Octobre 2022

«Le seul moyen d'affronter un monde sans liberté est de devenir si absolument libre qu'on fasse de sa propre existence un acte de révolte.» Albert Camus

Comme un rayon de soleil qui perce un ciel d'orage, la révolte du peuple iranien est un hymne à la liberté qui nous fait du bien, même s'il a fallu un drame pour qu'elle éclate. Tout comme il est rassurant de voir le refus massif du peuple russe de partir à la guerre. La haine, l'autoritarisme, les nationalismes et la violence ne sont pas des fatalités.

Depuis quelques années, face à la misère et au manque de perspectives, ce sont les messages autoritaires et réactionnaires qui ont le vent en poupe. La Chine attaque les libertés individuelles en les accusant de déstabiliser l'économie et donc l'intérêt supérieur de la nation. Cette idéologie qui place l'homme et ses droits fondamentaux en dessous de ceux de la nation - et de ce qui est censé faire son salut : la sacro-sainte économie - est en train de se répandre dans les pays asiatiques, notamment dans l'Asie du Sud-Est. Les partis nationalistes qui sont au pouvoir en Inde, en Russie ou au Brésil (peut-être plus pour longtemps) partagent ce principe mortifère : moins de liberté pour plus de puissance, censée permettre une amélioration des conditions matérielles (triste leurre...). Si bien qu'une évidence se rappelle à nous : le libéralisme économique s'accommode très bien des régimes autoritaires si ceux-ci protègent la propriété privée et les intérêts des puissants.

La nature prédatrice du système économique capitaliste pousse les populations dans la misère et le désarroi. Lorsque l'exaspération devient trop forte, un mouvement autoritaire, qui détourne de la question sociale une partie des exploités, pour les transformer en arme contre leur propre liberté, est une option envisageable à qui veut maintenir le système coûte que coûte. Et l'Europe n'est pas une exception qui serait à l'abri d'une telle stratégie : l'Italie qui vient de tomber aux mains des fascistes nous le rappelle amèrement.



Alors oui, elle fait du bien cette révolte iranienne. Et tout amoureux de la justice et de la liberté ne peut qu'espérer qu'elle va s'étendre et se métamorphoser en révolution. Une révolution qui sera une suite des printemps arabes et bien plus encore. Car ce mouvement ne vient pas de nulle part. En 1979, la révolution iranienne portait des valeurs de liberté et de justice sociale que le totalitarisme théocratique actuel a tenté d'étouffer sous une chape de plomb. Il faut se souvenir des émeutes sociales d'il y a deux ans, il faut saluer le mouvement étudiant qui a été décimé et qui résiste pourtant, le mouvement des femmes qui grandit depuis des années, ceux des journalistes, des intellectuels, des minorités ethniques et de toutes celles et ceux qui se rejoignent dans la rue. C'est toute la jeunesse d'une grande civilisation qui vient affronter l'obscurantisme.

En 2015, aux journées libertaires que nous avons consacré aux révolutions dans le monde arabe et au Moyen-Orient, Behrouz et Somayeh nous expliquaient que l'Iran était une cocotte-minute sur le point d'exploser¹. Nous y sommes. Dans la préface à l'édition persane de « Pour une internationale du genre humain » (traduite par Behrouz), nous pouvons lire : « Sous les drapeaux bigarrés du fanatisme religieux, du nationalisme, du tribalisme, c'est une internationale du profit qui règle en coulisse, un spectacle où les figurants meurent par milliers tandis que, dans l'impunité, les multinationales détruisent les ressources naturelles pour tirer un argent stérile de l'exploitation désastreuse du gaz de schiste, des gisements aurifères, du pétrole, du bitume, du tungstène et autres pollutions marchandes. Tous les Etats sont impliqués dans des guerres mafieuses mais il n'y a en réalité qu'une seule et même guerre. Une guerre impitoyablement menée contre les populations de la terre entière (...) Assez de vies perdues dans la machinerie des spéculations boursières ! Après avoir mis à mal nos acquis sociaux, l'État, valet des multinationales, voudrait nous enrôler dans ses milices d'unité nationale. Eh bien non ! La seule communauté avec laquelle nous soyons solidaires, c'est celle des êtres humains, des êtres qui se comportent humainement, quelles que soient leurs idées, leurs croyances, leur origine géographique. (...) Il faut larguer l'État comme on largue les amarres. Seules des assemblées, des collectifs peuvent s'essayer à cette tâche. Ce n'est pas aisé mais quand le malheur vient de ceux qui prétendent faire notre bonheur, rien n'est plus indispensable que de le bâtir sans eux. Solidarité sans frontière. »

¹ Le podcast de leur conférence est toujours consultable : <https://www.youtube.com/watch?v=RO4SEkNuix8>

No Bassaran !

Chaque vague de chaleur, vient mettre un peu plus en lumière les fragilités du modèle agro-industriel actuel. Depuis une quinzaine d'années et l'intensification des sécheresses dues au réchauffement climatique, une nouvelle méthode de captation de l'eau se développe : les méga-bassines.

Une méga-bassine est un cratère creusé d'une dizaine d'hectares en moyenne entouré d'un talus d'une dizaine de mètres de haut, le tout entièrement recouvert de bâches plastiques imperméables. Contrairement à l'irrigation classique qui pompe l'eau en période sèche pour l'utiliser de suite, les bassines sont remplies par pompage dans la nappe en période hivernale lorsque l'eau de cette dernière est en excès, avant d'être stockée jusqu'à l'été suivant. Bonne idée sur le papier, sauf que...

Confiscation de la ressource en eau. L'eau ainsi prélevée ne servira pas à tous le monde. Les méga-bassines alimentent en eau une minorité de grosses exploitations qui servent un modèle principalement exportateur ne participant pas à la souveraineté alimentaire. Les autres producteurs situés sur le même bassin n'auront pas accès à cette ressource et devront faire avec des niveaux de la nappe bien plus bas... Car, en cas de prélèvement trop important, le réseau hydrographique, autrefois alimenté par la nappe, se retrouvera à sec beaucoup plus rapidement lors de sécheresse.



Et l'Etat est complice ! Les projets de méga-bassine sont subventionnés à 70% par de l'argent public. Le message de l'Etat est clair, voilà l'agriculture de demain. Elle ressemble un peu à celle d'hier quand même... Par contre aucune mesure contraignante ne pèse sur ces agro-industriels qui ne sont pas soumis au contrôle démocratique. Car cette ressource essentielle viendra alimenter un modèle productiviste qui continuera à détruire les milieux naturels.

Dans le marais Poitevin, une des régions les plus touchées par le phénomène, des décennies d'agriculture intensive ont abouti à un assèchement systématique des terres pour les mettre en culture. Résultat : des zones autrefois humides dont les sols sont désormais incapables de retenir l'eau favorisant les crues l'hiver et l'aridité l'été². Un modèle de résilience ! Ne laissons pas ceux qui ont créé le problème mettre en œuvre leurs solutions. La résistance ne viendra pas d'en haut. Des collectifs sont déjà en lutte depuis plusieurs années³ et ont réussi à arrêter des chantiers voire à dissuader des compagnies d'assurances d'assurer de tels projets au vu des risques de dégradations... Avec le réchauffement climatique, ces projets sont malheureusement amenés à se multiplier. Restons vigilants. No Bassaran !

J.

¹ <https://plantes-et-eau.fr/documentation/agronomie-de-l-eau/32-l-eau-et-l-agriculture-en-zone-temperee-aspects-quantitatifs/106-augmentation-de-l-offre>

² Près d'un millier de km d'assecs en Deux-Sèvres sur les 2700 km de cours d'eau des Deux-Sèvres d'après Jean-Michel Grignon, président de la Fédé de pêche des Deux-Sèvres (Nouvelle République le 03/08/2022)

³ <https://bassinesnonmerci.fr/> Qu'est-ce que la CLÉ ?

Retour sur la journée de mobilisation interprofessionnelle du 29 septembre 2022.

Au moins 200 lieux de rassemblement étaient prévus partout en France pour cette première journée de mobilisation tant attendue depuis la rentrée. A Pau, le cortège est parti peu avant 11h de la place Verdun, pour une boucle d'un peu plus d'une heure en centre-ville. Celui-ci est passé respectivement par la Mairie, la Préfecture, l'Agence Idelis (en grève depuis un mois) ... et de fait l'Inspection d'Académie et les Impôts ! Malgré la pluie incessante, ce sont environ 1 200 personnes qui sont venues s'opposer aux différentes réformes proposées par le gouvernement. Au mot d'ordre initial réclamant une hausse des salaires, des pensions, des bourses et des minima sociaux face à une inflation inédite (+5,9% en août), s'est ajouté le dossier des retraites ; mais pas uniquement. Nombreux-ses étaient les « oubliés du Ségur » (auxiliaires de vie du privé, Educs, personnel de la MDPH...).

Cependant il ne faut pas seurrer car ces rassemblements sont prévus depuis début Juillet, soit 2mois½. Nous sommes en droit de nous poser la question de « Pourquoi pas dès la rentrée ? ». On me répondra « c'est question d'avoir les enseignants avec-nous. Les 3 premières semaines après la rentrée, ils ne sont pas mobilisables car ils mettent en place leurs classes et patati et patata... ». Je veux bien, mais voici mon avis qui n'a fait qu'être conforté au cours de la manifestation : la première semaine de décembre se tiendront des élections professionnelles et début septembre ça faisait un peu tôt pour mobiliser les troupes avant l'échéance électorale qui tient tant au cœur des syndicats dits « représentatifs ». Dans le cortège Palois en tout cas, le camion sono de l'intersyndicale (ou presque) n'a cessé de rabâcher la nécessité de se syndiquer. On verra bien, mais si je ne me trompe pas, il y a peu de chances d'avoir une nouvelle mobilisation interprofessionnelle avant début 2023 !



Patou

On n'a pas de pétrole, mais on a des idées... parfois même à la con !

Le 14 septembre, la Première ministre Élisabeth Borne a dévoilé les scénarios possibles pour affronter la crise énergétique, tant sur le plan économique que sur celui d'un potentiel manque d'électricité et de gaz l'hiver prochain.

Outre les problèmes d'approvisionnement en gaz en Europe et le cours du pétrole qui ne cesse d'exploser, la France est confrontée à différents travaux et problèmes de corrosion qui ont imposés la mise à l'arrêt de près de la moitié des 56 réacteurs nucléaires, diminuant de fait la production d'électricité.

Cela ne fait qu'augmenter la pression sur le pouvoir d'achat déjà fortement impacté depuis la pandémie et la guerre en Ukraine.

Élisabeth Borne, accompagnée du ministre de l'Économie et de la ministre de la Transition énergétique, a donc annoncé les pistes du gouvernement pour 2023. Évoquant des prix « déraisonnables », Babeth a donc parlé de mesures européennes et nationales. Voici ce qu'il faut retenir :

- Le bouclier tarifaire sera prolongé. Au niveau européen, la mise en place, d'ici à la fin de l'année, d'un plafond sur le marché européen du gaz est en discussion. Au niveau national, le bouclier tarifaire déjà en place devrait être reconduit. Pour rappel, il est censé limiter la hausse des tarifs de l'électricité pour les particuliers à 4%.

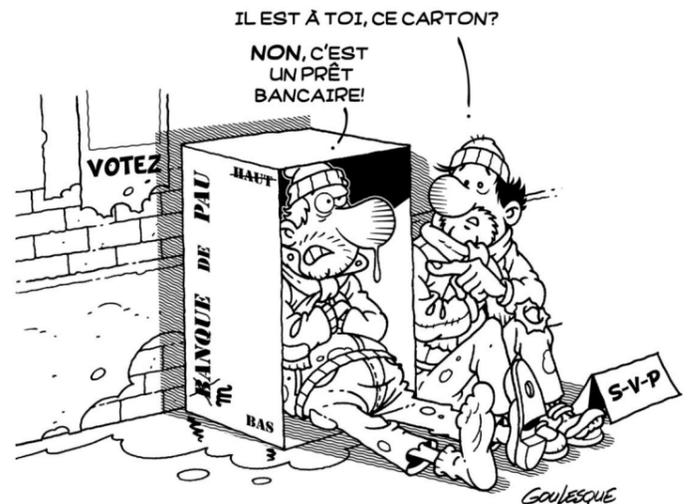
- Les tarifs du gaz ont également été gelés au niveau d'octobre 2021. Des chèques énergies reconduits. A priori, 12 millions de foyers français devraient en bénéficier d'ici à la fin de l'année. Son montant sera de 100 ou 200 €, selon le revenu.

Babeth en a profité pour rappeler l'objectif de réduire de 10 % la consommation d'énergie. Toutefois, suite aux réactions des syndicats étudiants et enseignants de l'université de Strasbourg (décision du Président de rallonger les vacances de Noël de 15 jours et d'imposer 2 semaines de cours en distanciel en début d'année afin de faire des économies de chauffage), elle souligne que « ce ne sont pas les Français en situation de précarité énergétique sur qui les efforts doivent peser ». Après, on sait bien que lorsque tu es précaire et/ou que tu vis tout simplement dans une passoire, quel que soit le prix de l'énergie... ben, tu peux pas te chauffer et donc tu n'as pas attendu que Bruno Lemaire te dise de mettre un pull (mais surtout pas un col roulé, et encore moins à 200€), ni que Babeth t'explique que tu peux garder ta doudoune. Alors oui, ils sont complètement décalés et nous prennent pour des imbéciles, mais promis, ils vont faire des efforts et les ministères seront chauffés à 19°C et une fois par semaine à 17°C... parle toujours tu m'intéresses. D'autant que si je ne me goure, c'est bien le ministre col roulé qui s'est fait taper sur les doigts cet été car son ministère abusait de la climatisation ? Tu vas voir que l'été prochain si ça continue, ils vont tous débarquer en bermuda et marcel !

Donc, vous l'avez pigé, va falloir faire des efforts car c'est pas Versailles ici ! Alors oui, ils sont fort pour donner des conseils, mais franchement, je ne vois pas trop comment ça va être appliqué ? Prenons simplement l'exemple de la suggestion de limiter le chauffage à 19°C dans les bâtiments publics. Dans les crèches, écoles, maisons de retraite, hôpitaux (si ce n'est à la morgue) Ça risque d'être compliqué ! Qu'ils commencent déjà par arrêter de chauffer les couloirs et d'éclairer les jardins publics fermés jusqu'à minuit passé (ex : jardinet du Musée des Beaux-Arts à Pau qui ferme pourtant à 18h) et on en reparlera ! Et quid de l'arlésienne du changement d'heure avec laquelle ils nous bassinent depuis X années ?

En attendant, on a beau retourner le problème dans tous les sens, ce sont encore les fournisseurs d'énergie (Total et compagnie) qui vont s'en mettre plein les poches et les « précaires » (je mets des guillemets car j'estime que même en travaillant au SMIC, tu es précarisé !) qui vont trinquer.

Patou



Ta révolte sur notre blog:

<http://comitedelarevolte64.over-blog.com>